

Quelles finalités économiques des investissements industriels en France et en Europe, selon les enquêtes de conjoncture ?

L'enquête de conjoncture de l'Insee sur les investissements dans l'industrie permet d'observer sur longue période les différentes motivations économiques de l'investissement industriel : l'augmentation des capacités de production, la recherche de gains de productivité ou le remplacement d'actifs obsolètes ou usés. En France comme dans plusieurs pays européens, la part des investissements de remplacement augmente tendanciellement tandis que celle des investissements de productivité se replie. La part des investissements de capacité évolue avec le cycle économique. En France, cette part se redresse depuis 2013 mais reste inférieure à celle des industriels allemands.

Extension de capacité, productivité, renouvellement : quelles motivations économiques des investissements ?

L'investissement des entreprises désigne l'achat ou la transformation d'actifs visant à améliorer leur appareil de production. On peut distinguer trois finalités économiques des investissements : l'augmentation des capacités de production, la recherche de gains de productivité ou le remplacement d'actifs obsolètes ou usés.

L'investissement dans les capacités vise à augmenter la production totale, en produisant davantage un produit existant ou en introduisant de nouveaux produits. Il permet une hausse de la production et éventuellement des créations d'emplois. Les investissements de productivité consistent à réduire les coûts de production ou à introduire de nouvelles techniques afin de produire plus efficacement. Ils conduisent à accroître la productivité, mais pas forcément l'emploi. Enfin, certains investissements ont pour but de compenser l'obsolescence ou l'usure du capital existant, qui correspond au concept de consommation de capital fixe en comptabilité nationale.

Les investissements de capacité interviennent *a priori* majoritairement dans des phases croissantes du cycle économique et lorsque les entreprises ne sont pas contraintes par la demande. Les investissements de productivité ou de remplacement sont moins susceptibles de réagir aux cycles ; ils évoluent toutefois avec les transformations de l'appareil de production liées à l'innovation technologique.

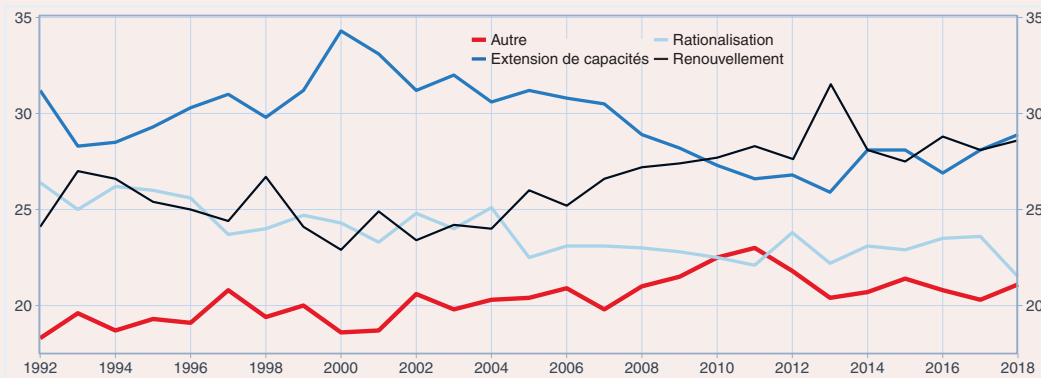
L'enquête de conjoncture de l'Insee sur les investissements dans l'industrie permet d'observer sur longue période les différentes motivations économiques des investissements industriels, à partir des déclarations des entreprises du secteur. Cette enquête s'inscrivant dans un dispositif harmonisé d'enquêtes européennes piloté par la direction générale des affaires économiques et financières (DG-ECFIN) de la Commission européenne, il est possible de comparer les résultats français avec ceux de nos voisins européens. Cependant, ce dispositif européen n'impose pas une définition unifiée de la notion d'investissement. En France, l'enquête s'attache essentiellement aux actifs corporels et ne couvre que les logiciels parmi les actifs immatériels (cf. *Source et méthode*).

Dans l'industrie française, une part croissante des investissements de remplacement

Selon l'enquête de conjoncture de l'Insee sur les investissements, au sein des investissements industriels, la part visant à renouveler le capital existant est en hausse quasi continue depuis 2000, après avoir un peu baissé au cours de la deuxième moitié des années 1990 (*graphique 1*). Elle est ainsi passée de 25 % des investissements en 1995 à 23 % en 2000 et atteint 30 % environ en 2018. La part croissante du renouvellement depuis 2000 pourrait refléter une baisse de la durée de vie moyenne du capital productif des entreprises, notamment liée à des effets de structure du stock de capital. Sur longue période, le taux d'investissement dans des actifs immatériels est en hausse, au détriment des actifs de type « autres ouvrages de génie civil » et

1 - Finalité économique des investissements industriels en France

en % de l'investissement du secteur manufacturier



Note : il s'agit ici des données transmises à la DG-ECFIN, qui peuvent différer un peu des données publiées sur le site de l'Insee (voir *Source et méthode* pour plus de détails sur la construction des séries).

Source : Insee, enquête de conjoncture sur les investissements dans l'industrie

« autres machines et équipements » (Insee, 2017). Or les actifs comme les logiciels ont une durée de vie relativement courte : 5 ans en comptabilité nationale pour des logiciels contre 60 ans pour des ouvrages de génie civil et une quinzaine d'années pour des équipements.

Au contraire, la part des investissements visant à rationaliser ou moderniser la production, c'est-à-dire à réduire les coûts ou améliorer la productivité, apparaît en baisse continue depuis 1992. Elle a ainsi diminué de 5 points entre 1992 et 2018. En particulier, la part de l'automatisation des procédés de fabrication a nettement reculé jusqu'en 2011. En revanche, la recherche d'économies d'énergie a progressé jusqu'en 2011.

La part des investissements de capacité se redresse depuis 2013

Selon les réponses à l'enquête, la part des investissements industriels consacrée à une extension des capacités de production a atteint un pic en 2000 après une décennie de croissance, puis a diminué de 2000 à 2004. En parallèle, la production de la branche industrielle a vivement augmenté en volume de 1994 à 2001 puis s'est repliée en 2002 et 2003 à la suite du retournement conjoncturel mondial. La part de l'investissement de capacité est ensuite restée globalement stable jusqu'en 2007, alors que la production industrielle s'est redressée à partir de 2004. Avec la crise de 2008, la production industrielle a chuté et la part des investissements visant à étendre les capacités de production s'est nettement repliée. La production industrielle s'est redressée en 2010 mais seulement ponctuellement, avant de reprendre de l'élan à partir de 2013. La part des investissements de capacité a, quant à elle, tendu à baisser jusqu'en 2013 avant de repartir à la hausse. En 2018, elle a retrouvé son niveau de 2008. D'après les prévisions des chefs d'entreprise émises en avril 2019, cette part augmenterait encore légèrement en 2019 (Insee, 2019).

Le questionnaire de l'enquête de l'Insee permet de distinguer les investissements de capacité selon qu'ils visent à étendre la production de produits déjà existants, ou alors à introduire de nouveaux produits. L'extension de la capacité de production de produits existants évolue de manière pro-cyclique selon le profil décrit ci-dessus (*graphique 2*). La part des investissements visant à l'introduction de nouveaux produits, sans doute plus sujette aux évolutions technologiques, ne semble en revanche pas sensible aux cycles économiques. Cette part a eu tendance à diminuer progressivement de 1991 à 2018 (-2 points). Elle est plus importante dans les entreprises de 500 salariés ou plus, où elle décline. Elle est plus faible mais stable en moyenne dans les entreprises de moins de 500 salariés.

Enfin, les autres finalités économiques – améliorer la sécurité ou les conditions de travail, protéger l'environnement par exemple – ont vu leur part croître dans les investissements déclarés par les entreprises de l'industrie (+3 points de 1991 à 2018).

Des tendances partagées par plusieurs pays européens

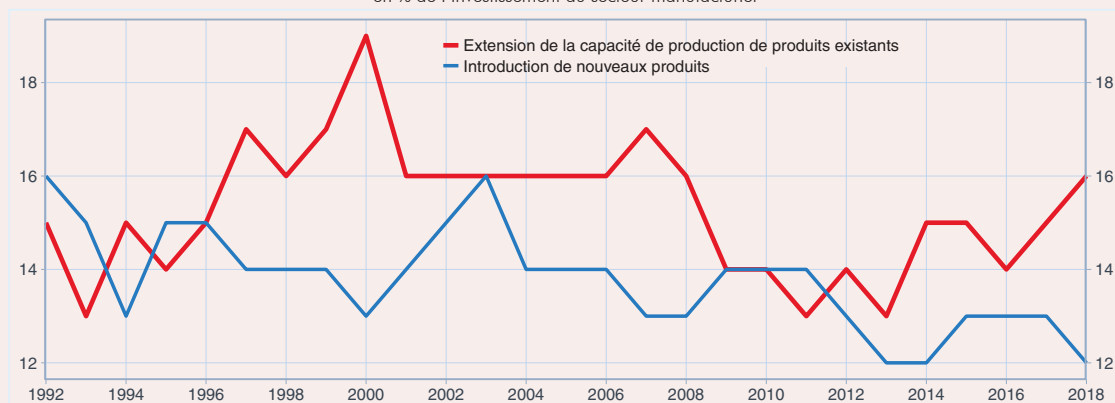
En France, au Royaume-Uni et en Espagne, le taux d'investissement de la branche industrielle a augmenté depuis le début des années 2000.

On retrouve dans plusieurs pays européens les tendances observées en France concernant les investissements de renouvellement, en hausse, et de productivité, en baisse. De 2000 à 2018, la part des investissements de renouvellement s'accroît également au Royaume-Uni et en Espagne (*tableau*). Cette augmentation est moins marquée en Allemagne mais s'observe néanmoins sur longue période.

La part des investissements de productivité a diminué de 2000 à 2018 en Allemagne, au Royaume-Uni et en Italie. Elle a augmenté en revanche en Espagne. La baisse de la part des investissements de productivité est nettement plus marquée en Allemagne qu'en

2 - Part des investissements industriels de capacité en France

en % de l'investissement du secteur manufacturier



Source : Insee, enquête de conjoncture sur les investissements dans l'industrie

France. Dans les années 1990, leur part était plus importante en Allemagne qu'en France (autour de 30 %, contre un peu plus de 25 % en France), alors qu'en 2018, la part des investissements de productivité s'établit à environ 13 % en Allemagne et 22 % en France.

Les investissements de capacité sont plus souvent cités par les industriels allemands

L'Allemagne se distingue de la France par la place importante des investissements de capacité dans les investissements des industriels, en particulier au cours des années 2005 à 2016 (graphique 3).

En Allemagne, la part des investissements de capacité a en effet décollé entre 2005 et 2008, gagnant 12 points, en parallèle d'un fort dynamisme de la branche industrielle. La part des investissements de capacité a ensuite lourdement chuté avec la crise mais s'est rapidement redressée et reste supérieure de plusieurs points à la part française, qui a continué de baisser jusqu'en 2013. De 2013 à 2016, cette part a été à nouveau bien plus dynamique en Allemagne qu'en France, puis a fléchi sur la période récente, en 2017 et en 2018, au profit d'une hausse des « autres » finalités économiques (sécurité, régulations, environnement par exemple). ■

Taux d'investissement et répartition des investissements industriels par finalité économique dans quelques pays européens

	France	Allemagne	Royaume-Uni	Espagne	Italie
Moyenne 2000-2003					
Taux d'investissement dans la branche industrielle	25	24	19	21	27
Répartition des investissements du secteur manufacturier					
Renouvellement	24	27	36	17	38
Extension des capacités	33	35	31	40	28
Rationalisation	24	23	17	27	22
Autre	19	16	16	16	12
Moyenne 2015-2018					
Taux d'investissement dans la branche industrielle*	29	21	22	27	26
Répartition des investissements du secteur manufacturier					
Renouvellement	28	27	42	20	36
Extension des capacités	28	36	33	32	30
Rationalisation	23	14	8	28	21
Autre	21	22	18	20	13

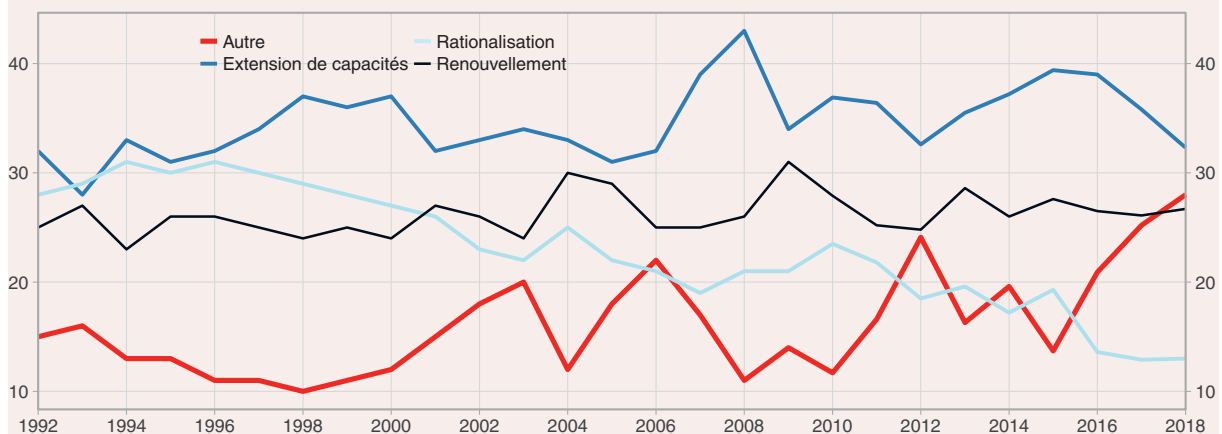
Note : une partie des écarts apparents de taux d'investissement entre pays peut s'expliquer par des différences de comptabilisation de certaines dépenses d'investissement, notamment l'investissement en logiciels.

* moyenne 2015-2017

Sources : Eurostat, comptes nationaux et DG-ECFIN, enquêtes de conjoncture sur les investissements dans l'industrie

3 - Finalité économique des investissements industriels en Allemagne

en % de l'investissement du secteur manufacturier



Source : DG-ECFIN, enquêtes de conjoncture sur les investissements dans l'industrie

Source et méthode

L'enquête de conjoncture sur les investissements dans l'industrie est une enquête trimestrielle réalisée par l'Insee auprès d'environ 3 500 entreprises de l'industrie. Son taux de réponse est de l'ordre de 65 %. Elle couvre essentiellement des actifs corporels (machines, équipement et construction) ; parmi les investissements immatériels, seuls les logiciels entrent dans son champ. Deux fois par an, en avril et en octobre, les entreprises sont en outre interrogées sur les motivations économiques de leurs investissements de la manière suivante (plusieurs réponses sont possibles) :

« Pour chaque motivation, veuillez indiquer si vous avez réalisé ou si vous envisagez de réaliser des investissements avec cette motivation principale :

- Renouvellement d'équipements usagés, entretien, maintenance,
- Modernisation, rationalisation (afin d'abaisser les coûts ou d'améliorer la productivité)
- Extension de la capacité de production sur les produits existants,
- Introduction de nouveaux produits,
- Autres destinations : sécurité, environnement, conditions de travail...

Les investissements de modernisation que vous avez réalisés ou que vous envisagez de réaliser concernent-ils à titre principal :

- l'automatisation des procédés de fabrication existants,
- l'introduction de nouvelles techniques de fabrication,
- l'obtention d'économies d'énergie. »

Lorsque plusieurs motivations principales sont indiquées, elles sont pondérées pour sommer à 100. Par exemple, si une entreprise indique deux destinations principales, chacune se verra attribuer un poids de 50 %. Les entreprises sont interrogées en avril sur les investissements de l'année passée et de l'année en cours, et en octobre sur ceux de l'année en cours et de l'année à venir. Les résultats présentés dans cet éclairage correspondent aux réponses d'octobre pour l'investissement de l'année en cours des entreprises de l'industrie manufacturière.

L'enquête sur les investissements de l'Insee s'inscrit dans un dispositif européen harmonisé piloté par la direction générale des affaires économiques et financières (DG-ECFIN) de la Commission européenne. Ce dispositif permet de comparer les résultats français à ceux d'enquêtes de conjoncture dans l'industrie réalisées dans les autres pays de l'Union européenne qui incluent, en octobre, une question sur la destination économique des investissements, permettant d'identifier quatre motifs : « renouvellement », « extension de la capacité de production », « rationalisation », et « autre ». Des différences existent d'un questionnaire national à l'autre dans la formulation des questions, dans leur nombre et l'ordre des modalités. En outre, les plans de sondages, méthodes de pondération et tailles des échantillons dépendent des pays. Enfin, la notion d'investissement à couvrir n'est pas définie explicitement. Pour cette raison, les comparaisons entre pays en niveau doivent être interprétées avec précaution. Il est en revanche pertinent de comparer les évolutions annuelles.

Les résultats publiés par la DG-ECFIN pour la France peuvent différer légèrement des résultats disponibles sur le site de l'Insee en raison de la méthode de pondération et de la date d'extraction des réponses. ■

Bibliographie

A. Naboulet et S. Raspiller, (2005) « Du renouvellement à l'extension des capacités. Une analyse de la décision d'investissement par destination économique », *Revue économique*, Vol. 56, p. 811 à 823.

R. Eisner, (1972) « Components of Capital Expenditures: Replacement and Modernization versus Expansion », *The Review of Economics and Statistics*, 54 (3), p. 297-305.

M.S. Feldtein et D.K. Foot, (1971) « The Other Half of Gross Investment: Replacement and Modernization Expenditures », *The Review of Economics and Statistics*, 53 (1), p. 49-58.

Insee (2017) « Le taux d'investissement des entreprises a atteint un plus haut en 2016, du fait surtout d'une croissance tendancielle des dépenses en services », *Note de conjoncture*, juin 2017, p. 106-109.

Insee (2019), « Les chefs d'entreprise de l'industrie manufacturière continuent d'anticiper une nette hausse de leur investissement en 2019 », *Informations Rapides* n°2019-119, mai. ■